

BULETIN LITÉRAIRE

Supplément Bibliographique du BULETIN DES SOMMAIRES

CAUSERIE

L'Eglise et le Siècle (120)

Pour les sociologues...

Est sociologue — conscient ou inconscient — tout homme qui ne s'occupe pas exclusivement de lui-même, mais, dans une mesure plus ou moins large, du milieu dans lequel il vit, c'est-à-dire de la Société. Il y a trois espèces de sociologues : les sociologues scientifiques, les sociologues empiriques ou purement expérimentaux, et les sociologues instinctifs : ceux qui raisonnent de tout avec les seules lumières que leur fournit spontanément leur intelligence.

Ces derniers sont les plus nombreux, les seconds le sont moins, et les premiers très peu.

Pour les sociologues, dis-je, il n'est pas de problème plus important que celui du rôle de la Religion dans les sociétés humaines.

Pour les sociologues scientifiques, qui ne s'occupent pas exclusivement d'une société, mais de toutes, la Religion n'est pas telle ou telle religion, mais la manifestation partout et en tout temps, du besoin qu'éprouve l'esprit humain d'aborder les grands problèmes de l'Audela — audela de la vie, audela des connaissances acquises, audela de ce qui est accessible à l'intelligence, — non au point de vue purement psychologique et individuel, qui est celui d'une autre science, mais au point de vue des conséquences sociales.

Pour les sociologues empiriques et purement expérimentaux, le problème consiste exclusivement dans la connaissance des phénomènes sociaux provoqués par la religion, réduite à ce qui concerne l'influence présente et passée de celle-ci, dans la société dont ils font partie. Ils raisonnent par conséquent d'une seule religion.

Enfin, pour ce que j'ai appelé les sociologues instinctifs, il n'y a que l'action de cette même religion unique dans la société présente.

Le sociologue scientifique peut et doit s'occuper de la question de la religion, comme de toutes les autres, à un point de vue désintéressé. Rien ne trouble l'intelligence, dans ses recherches, comme la poursuite d'une fin, le désir d'une réalisation. Pour arriver à bien savoir, il faut vouloir savoir pour savoir, être dans la condition où l'on est quand on étudie, par exemple, l'astronomie, science peu susceptible d'applications, et dont les utilisations sont vraisemblablement toutes faites.

Le sociologue expérimental et le sociologue instinctif sont au contraire, en général, poussés par le désir de résoudre un problème d'ordre pratique, ce qui souvent trouble leur jugement, les amène à des conclusions hâtives, incomplètes et plus conformes à des idées préconçues qu'à la réalité objective.

C'est d'un de ces faits d'erreur dans le jugement, de conclusions conformes à un désir *a priori* que je veux m'occuper aujourd'hui, à propos d'une question que je n'ai pas posée, mais qui est posée, et

que l'on a formulée en ces termes : « L'Eglise et le Siècle ».

..

Je viens de lire, dans la *Revue des Revues* et dans l'*Univers*, deux très intéressants articles. Le premier, de M. Henry Bérenger, est intitulé : « La Jeunesse intellectuelle et le Catholicisme en France » ; le second, dont l'auteur est M. Yves Le Querdec et qui est une réponse au précédent, s'appelle : « L'évolution d'un néo chrétien ».

Le travail de M. Bérenger se résume à peu près ainsi : « Lorsque, nous, la Jeunesse de 1890, nous sommes arrivés à la vie intellectuelle, nous avons réagi contre les tendances de notre devancière, l'ancienne Jeunesse de 18...80. Elle était positiviste et scientiste ; nous avons été idéalistes et mystiques, c'est-à-dire religieux. On a vu dans cette tendance nouvelle, un retour au *Christianisme*, voire au *Catholicisme*, et en effet, il y avait de cela, puisque, en France, qui dit religion dit catholicisme. Nous avons été encouragés par la forme nouvelle que prenait le catholicisme en Amérique, par l'encyclique *Rerum novarum*, à tendance socialiste, du pape Léon XIII, par l'agitation sociale qui se manifestait dans le jeune clergé. Et comme nous comprenions qu'une démocratie ne peut durer et se développer que si elle est pourvue d'un solide corps d'éducateurs, nous avons pensé que ce corps d'éducateurs pourrait être le clergé catholique. Nous avons été sur le point d'entrer dans le catholicisme.

« Mais bientôt, le vieil esprit clérical a repris le dessus ; le haut clergé, alié séculairement aux classes possédantes, dirigeantes et satisfaites, après avoir laissé passer la première éffervescence, a remis les choses dans l'ancien courant. Le jeune clergé a été calmé par divers moyens. On a ensuite condamné le Congrès des religions que l'abbé Victor Charbonnel proposait d'organiser à Paris pour l'Exposition de 1900, à l'instar de celui tenu à Chicago en 1893, et où l'on vit le cardinal Gibbons, archevêque de Baltimore, les archevêques Ireland et Feehan, l'évêque Kean, prêtre à côté de ministres protestants, de rabbins juifs et de bonzes bouddhistes.

« La jeunesse intellectuelle s'est alors refroidie, et elle a été complètement désillusionnée quand elle a vu des politiciens comme M. Spuller, ancien anti religieux, proposer sous le nom d'« esprit nouveau » une alliance gouvernementale à l'Eglise ; des autoritaires comme M. Brunetière et M. de Pressensé, — ce dernier protestant et quelque peu pasteur, — faire risette au catholicisme comme à l'auxiliaire seul capable de discipliner les esprits qui s'émançaient trop. La mesure était comble !

« La Jeunesse intellectuelle de 1890, dont M. Bérenger est le porte-parole, a rétrogradé ou remarché en avant, — suivant l'opinion que l'on a, — et est devenue anti-cléricale, sans pour cela cesser d'être religieuse et mystique, ni non plus regretter sa tentative. »

Il y a dans cette déclaration une sorte de contre-partie de l'article de M. Brunetière, qui fit tant de

Pune et de l'autre dans l'enseignement officiel.

M. Brunetière, le normalien, voudrait-il que le programme de la faculté de théologie catholique devint celui des classes de philosophie de l'École normale supérieure, que le programme des séminaires fut introduit dans les lycées et collèges, que le catéchisme redevenit la base de l'enseignement primaire ? Voudrait-il que les dogmes catholiques devinssent des dogmes d'États ?

Non, sans doute ! que veut-il alors ?

Quant à M. de Pressensé, protestant, fils de pasteur, il est effrayé de l'anarchie que le rationalisme et le libre examen, non renfermé dans les limites de la Bible, répandent dans le monde des idées, et pour y porter remède, il fait l'apologie de la discipline du catholicisme. Mais lui-même reste protestant rationaliste. Il voudrait peut-être que les masses sans religion fussent ramenées à l'antique croyance, par nécessité sociale : sans doute en réservant une situation privilégiée pour lui et son église.

Le soin avec lequel tous les néo chrétiens évitent de parler de la déologie et de la cosmogonie du Catholicisme montre qu'ils comprennent fort bien que là est le nœud, le point insoluble de la question. Si, ni la philosophie du 18^e siècle ni la science du 19^e n'ont pu échafauder un système devant satisfaction aux aspirations vers l'Audela, c'est-à-dire aux tendances religieuses de l'esprit humain, elles ont en revanche complètement ruiné : la première la déologie du Christianisme, — du moins sous sa forme exotérique, la seule avouée, — la seconde sa cosmogonie. Les ruines en jonchent le sol.

L'incrédulité, — qui exista toujours, mais qui aux 16 et 17^e siècles n'était le lot que de quelques *libertins*, — a gagné la majorité des hommes de classe instruite d'abord, puis les masses populaires. Les enfants des écoles primaires, — des écoles sans Dieu comme disent les catholiques, — rient de l'histoire d'Adam, d'Eve et des animaux ; les hommes du peuple haussent les épaules si on leur parle d'une vierge qui enfanta, d'un Dieu en trois personnes, d'un homme qui fut un Dieu du Paradis et de l'Enfer. Si l'on essayait de rétablir l'enseignement de tout cela, on provoquerait une révolution. Plus nous irons, — au far et à mesure que de nouvelles générations seront formées par les écoles rationalistes, — et plus ce sera difficile.

Une question d'ailleurs se pose. En admettant d'une part que l'enseignement catholique soit seul capable de reconstituer le sens moral, — qui s'étiolé je le reconnais, — dans notre société ; mais étant donné d'autre part le caractère éroné de la Cosmogonie chrétienne, — les prêtres le reconnaissent eux-mêmes, — que faudrait-il faire ? Faudrait-il préférer l'erreur utile à la vérité dangereuse ?

En ce qui concerne la déologie chrétienne et particulièrement catholique, je n'en veux parler qu'avec la plus grande réserve, désirant ne blesser la croyance de personne. Je suis cependant plus à mon aise qu'un autre par suite de la certitude que j'ai et que j'ai souvent exposée ici, que la forme dans laquelle les dogmes sont présentés est symbolique, qu'il y a, dans la déologie et la cosmogonie chrétienne, comme dans une noix : une écale, une coquille et une amande, lesquelles se nomment : l'exotérisme, l'ésotérisme et l'hermétisme.

Si je rejete l'écale, c'est-à-dire l'exotérisme, je trouve déjà la coquille ou ésotérisme intéressante, tandis que l'amande ou hermétisme me paraît merveilleuse.

C'est, en ayant cette opinion que je déclare, en

qualité de sociologue scientifique, que la déologie et cosmogonie chrétiennes rendront toujours inefficaces en France, les efforts des néo chrétiens pour concilier l'Église et le siècle, lors même que l'Église s'y prêterait mieux qu'elle ne fait. La seule conciliation devrait être opérée sur le terrain dogmatique, — en rendant public ce qui est secret, — et l'Église ne le voudra jamais.

Ch.-M. LIMOUSIN.

LES LIVRES

Après la *Turquie officielle* et les *Bas-Fonds de Constantinople*, voici que l'éditeur P. V. Stock nous présente un troisième ouvrage de l'Orientaliste : Paul de Réglé.

Cet ouvrage, écrit sous la forme d'un roman des plus attachants, arrive bien à son moment, car il renferme la clé des événements tragiques qui se déroulent en Turquie.

Les troubles et les massacres de Constantinople, que l'auteur n'a cessé de prédire depuis la publication de son premier volume sur le monde turco-levantin, impriment à ce nouvel ouvrage, « *Les Mystères de Constantinople* » un cachet d'actualité qui lui assurera un vif succès.

Après nous avoir montré le monde officiel du palais d'Yildiz, puis, la tourbe si pittoresque des bas-fonds de la grande ville asiatico-européenne, l'auteur nous initie, cette fois, à la lutte mystérieuse et occulte qui, latente ou aiguë, a toujours existé entre les partisans du sultan régnant et ceux de son frère le sultan Mourad V, dont Paul de Réglé a toujours soutenu la parfaite lucidité.

Ainsi qu'il le dit dans son avant-propos, l'auteur a voulu donner de l'histoire vraie sous la forme atrayante d'un roman à l'Alexandre Dumas. Y est-il parvenu ? nous le pensons et nous n'hésitons pas à croire que les nombreux lecteurs de ses livres orientaux le penseront comme nous.

La *Viriculture*, par G. de Molinari, correspondant de l'Institut, rédacteur en chef du *Journal des Économistes*, 1 vol. in-18. Prix : 3 fr. 50 En vente à la librairie Guillaumin et C^o. — Ce nouveau et curieux volume du savant économiste est consacré à l'étude des questions relatives à la reproduction de l'espèce humaine, questions remises à l'ordre du jour, par suite du ralentissement du mouvement de la population en France. L'auteur examine les remèdes fiscaux et autres qui ont été proposés pour remédier à ce mal, et il complète cet aperçu critique en montrant comment le problème de l'équilibre de la population avec les subsistances peut être résolu sous un régime de liberté. Des notes sur les moyens qui ont été employés de tous temps pour limiter la reproduction de l'espèce humaine, sur les expériences des perfectionnistes d'Onéida, pour en améliorer la qualité, sur la prostitution dans ses rapports avec la question de la population ajoutent à l'intérêt de l'ouvrage et attestent qu'en matière de population comme en toute autre l'économie politique s'accorde avec la morale.

bruit, il y a quelques mois. Après la « banqueroute de la science », c'est la banqueroute de la religion qu'on nous dénonce.

De même qu'à M. Brunetière avait répliqué M. Berthelot, à M. Béranger a répondu M. Yves Le Querdec, une des bones plumes de la presse catholique. Il dit, en substance, ceci :

« Il y a eu malentendu de votre part. Nous aurions été heureux de voir venir à nous des hommes de votre valeur, et nous le serions encore ; mais vous nous demandiez quelque chose que nous ne pouvions vous donner. En réalité, vous ne veniez pas à l'Eglise, mais vous espériez que l'Eglise viendrait à vous. Vous vouliez, M. Béranger, devenir pape à la place de Léon XIII. Or, l'Eglise catholique est une institution trop ancienne, trop importante, qui occupe trop de place dans le monde et dans l'histoire, pour se transformer ainsi au gré de la « Jeunesse intellectuelle de 1890 ». On est absorbé par elle, on ne l'absorbe pas. Elle n'a pas cessé d'être ce qu'elle était en 1890, ce qu'elle fut de tous temps, ce qu'elle sera toujours. La campagne sociale inaugurée par le pape n'est qu'une des phases d'une politique qui date des premiers temps de l'Eglise.

« Si le Congrès des religions a été repoussé, c'est parce qu'il a été mal présenté, par des jeunes gens qui n'avaient pas l'autorité pour engager l'Eglise catholique, ni la science nécessaire pour l'engager sans la compromettre ou paraître lui faire renier son passé près de deux fois millénaire. Vous vous éloignez, nous vous regrettons, nous sommes encore prêts à vous ouvrir les bras, mais sachez bien que l'on vient à nous, et que nous n'allons pas aux autres. »

Je me suis éforcé de résumer les deux articles, et si j'ai guillemeté, ce n'est pas parce que je donnais des textes, mais afin de distinguer, de ma propre argumentation, les deux résumés que je faisais.

Que penser de la protestation de M. Béranger au nom de la « Jeunesse intellectuelle de 1890 », et de la réponse de M. Le Querdec au nom de l'Eglise catholique ? L'Eglise, du moins l'Eglise en France, a-t-elle rétrogradé de 1890 à 1897 ? a-t-elle déçu les espérances qu'elle avait permis de concevoir ?

Moi, qui n'appartiens point à la Jeunesse de 1890, ni à celle de 1880, mais à celle de 1870, — dont je ne partageais pas, d'ailleurs, les tendances générales — qui suis un libre-penseur, un anticlérical de naissance, je viens déclarer qu'à mon avis, M. Le Querdec a raison contre M. Béranger. Pour se figurer que la « Jeunesse intellectuelle de 1890 » n'avait qu'à se présenter et à dire : « Tel est mon désir », pour obtenir une transformation, il fallait avoir dans l'esprit l'illusion habituelle des jeunes générations, qui se figurent très facilement que leur entrée dans le monde va être le signal d'une rénovation de toutes choses. Et pour se plaindre, après six ans révolus, d'avoir été abandonné, trahi par un alié comme l'Eglise catholique, il faut n'avoir pas perdu cette illusion, n'avoir encore rien compris à l'évolution des sociétés.

Non, l'Eglise catholique n'a pas trahi la « Jeunesse de 1890 », et M. Le Querdec a raison de dire : l'Eglise est ce qu'elle était il y a six ans, ce qu'elle fut de tout temps. Sans doute, il y a eu, dans le jeune clergé français, belge et allemand un moment d'éfervescence provoqué par l'encyclique social...e du pape Léon XIII, par l'acceptation du fait républicain en France, par la tolérance envers l'exubérance de la jeune Eglise catholique américaine. Mais cette éfervescence, acceptée, sinon voulue, ne pouvait être

que momentanée ; elle correspondait à des nécessités de l'heure, elle était renfermée dans certaines limites qui ne pouvaient être franchies ; enfin, elle devait être calmée quand cela serait nécessaire, — comme M. Béranger constate qu'elle l'a été, — par les moyens dont dispose le haut clergé : faveurs ou rigueurs. On en a calmé ou frapé bien d'autres dans le cours de l'histoire. Souvenez-vous, en ce siècle, de Lacordaire et de Lamennais.

La grande faute de la « Jeunesse intellectuelle de 1890 » et de plusieurs jeunes intellectuelles antérieures, a été de s'enthousiasmer sans réflexion, de ne pas chercher à connaître sérieusement l'Eglise catholique et la religion qu'elle incarne, avant de lui adresser leur adhésion plus ou moins conditionnelle.

Cette faute, d'autres hommes, ceux dont la compagnie fait honneur à M. Béranger : MM. Spuller, Brunetière et de Pressensé, l'ont comise également, et de leur part, à eux qui n'appartiennent pas à la « Jeunesse de 1890 », cela est moins compréhensible.

Qu'est une Eglise?... Qu'est particulièrement l'Eglise catholique ? C'est une société vieille de dix-sept cents ans, composée de milliers de prêtres répandus dans tout l'Occident européen et dans l'Amérique. Ces prêtres obéissent à des centaines d'évêques, soumis eux-mêmes à un Sacré Collège, placé sous l'autorité d'un suprême pontife. Cette société a été formée pour l'enseignement et la pratique d'une doctrine dogmatique. Chacun des membres croit fermement que cette doctrine est vraie absolument, que comme l'a déclaré le journal la *Vérité* dans un article dont M. Béranger se plaint : « Le catholicisme n'a rien à apprendre ou à recevoir des autres religions, mais tout à leur donner ; qu'il n'admet ni tolérance ni compromission en matière de dogme ». — Ce qui est dit à propos des autres religions, l'est à *fortiori* de la philosophie rationaliste.

Les dogmes de cette Eglise ont été fixés il y a des siècles par des conciles et, depuis, maintenus immuables. Pour leur maintien, des flots de sang ont été versés, une amputation douloureuse de près de la moitié de la chrétienté a été subie au seizième siècle. La « barque de Pierre », selon l'expression symbolique, a traversé de nombreuses tempêtes ; elle a eu ses jours noirs et ses moments de triomphe au clair soleil. Ceux qui la montent ont la conviction que rien ne prévaudra contre elle. Les vieillards qui le gouvernement sont de fins politiques qui savent faire les concessions de forme nécessaires, subir l'inévitable, — non sans protester et réserver l'avenir, — mais qui sur le principe, c'est-à-dire sur le dogme, se montrent et se montreront toujours intransigeants.

C'est cette société, cette Eglise que les quelques douzaines d'adolescents que M. Béranger apèle la « Jeunesse intellectuelle de 1890 », se figurent avoir amenée à composition ; c'est parce qu'elle a continué de suivre sa politique séculaire qu'ils se plaignent d'avoir été abandonnés, trahis !

La faute de M. Spuller, en qui se personifie d'ailleurs tout le parti républicain modéré, que l'on nomme hier *oportuniste*, a été du même ordre, bien que la désillusion ne se soit pas encore produite.

Que voulut dire M. Spuller lorsqu'il lança son vocable « l'esprit nouveau » qui fit tant de bruit ? En quoi un rapprochement du jeune gouvernement républicain et de la très ancienne Eglise catholique, était-il la manifestation d'un « esprit nouveau » ? En ceci :

Le parti républicain radical, devenu le parti modéré, autrefois irréligieux et ennemi de l'Eglise — dont la séparation d'avec l'Etat, et même la suppression complète figurait dans son programme, — a changé d'idée, sinon philosophiquement, du moins politiquement, et il offre maintenant son alliance à son ancienne ennemie. Quelle est la cause de cette évolution ? La voici : Le parti républicain modéré a conquis le pouvoir, il en éprouve toutes les difficultés, et il ne fait rien de ce qu'il promet quand il était dans l'opposition. Il subit l'assaut de ceux qui sont restés radicaux, — peut être jusqu'à ce qu'ils accèdent au pouvoir eux-mêmes, — et des socialistes. Radicaux et socialistes aiment contre le gouvernement des modérés la partie remuante du peuple, l'appui dans le pays de ceux qui sont devenus eux aussi modérés, et de cette fraction du peuple qui soutient le gouvernement quel qu'il soit, est bien précieuse ! Si l'on pouvait rallier les masses des anciens partis monarchiques groupées aujourd'hui autour du clergé, il serait possible de se maintenir. Ce serait là un « esprit nouveau » pour les vieux républicains.

Voilà ce qu'il y avait au fond de la fameuse déclaration de M. Spuller. Parlant ici avec un entier désintéressement, je n'ai pas à la juger au point de vue politique ; je veux seulement examiner si le plan des républicains opportunistes ne reposerait pas sur une erreur d'appréciation comme celui de la « Jeunesse intellectuelle de 1890 ». Pour se faire une opinion sur ce sujet, il faut recommencer à un autre point de vue l'étude de l'Eglise catholique.

Cette Eglise, continuatrice et héritière dans notre pays, de l'antique église druidique, fut au lendemain de l'écroulement de l'empire romain et de la conquête barbare, le seul élément social, la véritable autorité. Elle fut plus tard, un des éléments constitutifs de la féodalité. Sous la monarchie prépondérante, elle devint une institution d'Etat ; le clergé constitua un des deux « ordres » privilégiés. Participant directement au gouvernement, l'Eglise exerça en outre une influence considérable sur les seigneurs et les souverains. Elle afficha la prétention d'être supérieure au pouvoir temporel « comme l'âme l'est au corps » ; le pape prétendit disposer des couronnes et de fait il créa plusieurs empereurs. Cette prétention brouilla plusieurs fois les rois de France, même les plus religieux comme saint Louis, avec la papauté. On connaît l'histoire mouvementée de cette lutte qui dura des siècles.

Or, l'Eglise n'a pas plus renoncé à ses prétentions de primauté qu'à ses dogmes, même les plus archaïques. Il y a quelques mois à peine que, dans un mémoire lu devant un des congrès tenus à Reims, un père jésuite les a toutes exprimées.

C'est à une société animée d'un pareil esprit séculaire, qu'une collectivité éfémère comme un parti politique a offert l'alliance. Si les deux contractans éventuels en étaient venus à discuter les bases d'un traité, on eût rompu dès les premiers pourparlers, parce que l'Eglise eût demandé ce qu'on ne voulait pas lui donner. Ou, si l'on était parvenu à la satisfaire, c'était la prompte élimination des républicains modérés par leurs alliés devenus leurs maîtres.

Il ne faut pas croire que dans cette dernière hypothèse l'Eglise triomphante eût rétabli la monarchie. Une république dont elle serait la maîtresse ferait bien mieux son affaire. Un roi, un empereur, quel qu'il fut, serait obligé de s'opposer aux empiétements du clergé s'il voulait posséder la réalité du pouvoir, même dans le domaine purement civil.

L'histoire tout entière de l'Ancien régime, celle de la Restauration, celle du second empire en fournissent la preuve convaincante.

Sur ce point encore, je ne juge pas, je n'apprécie pas, je me borne à constater une situation. Je pourrais dire : un état d'âme collectif. Toute église, toute hiérocrairie en ferait autant. Cette lutte entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel s'est produite dans tous les temps et dans tous les pays. Non seulement, nous la voyons dans la France et dans l'Europe entière du Moyen âge, mais nous la retrouvons dans l'antique Gaule entre les Druides et les chefs militaires. C'est en partie pour briser le lien entre les clergés nationaux et la papauté, qui faisaient de l'Eglise un pouvoir rival de la monarchie, que la réforme religieuse fut faite au 16^e siècle en Angleterre et en Allemagne. C'est pour que les églises ne constituent pas un état dans l'Etat, qu'en Angleterre, en Prusse, en Russie, le souverain est, — non le pape comme on le dit à tort, — mais le chef laïque du clergé, l'évêque extérieur.

Encore une fois, je ne prends pas partie, j'expose un point d'histoire et de science politique. Je reconnais même qu'en plus d'une circonstance, au Moyen âge, l'intervention de l'Eglise eut lieu en faveur des peuples opprimés.

Mais, en me plaçant au point de vue scientifique, je crois pouvoir dire que les sociologues expérimentaux de l'école de M. Spuller commirent une erreur de raisonnement en essayant d'instituer, sous couleur d'« esprit nouveau », une alliance entre la république des républicains et l'Eglise.

Arrivons au cas de MM. Brunetière et de Pressensé. Quel mobile provoqua la déclaration du premier sur la « banqueroute de la science » et son impuissance à remplacer la religion, ainsi qu'elle en avait, disait-il pris l'engagement ? Ce fut la constatation, faite par un philosophe, de l'incapacité de la méthode positiviste — qui ne s'applique et ne peut s'appliquer qu'au contingent, au monde phénoménal, de satisfaire les aspirations de l'âme humaine vers l'Audela, l'Idéal, le Nouménal, le Principiel.

Renfermée dans ces limites, la protestation du directeur de la *Revue des Deux Mondes* était fondée. Mais où elle cessait de l'être, c'est quand l'écrivain opposait à la « banqueroute de la science », la réussite antérieure de la religion, c'est-à-dire du catholicisme.

Le fait même que, sinon la science, — qui n'est pas une personne ni une église pouvant prendre de semblables engagements, — mais qu'un certain nombre de savants avaient été amenés à tenter l'entreprise de donner satisfaction aux tendances idéalistes de l'esprit humain, est la preuve péremptoire que la Religion, elle-même, avait sinon fait banqueroute, du moins manifesté son impuissance. Qu'est donc la magnifique explosion philosophique du 18^e siècle, dont l'écrivain le plus éminent fut Voltaire et dont il est de mode de médire aujourd'hui, si ce n'est la preuve de cette impuissance de la Religion. Non seulement du Catholicisme, mais de toutes les branches du Christianisme ? On a cherché autre chose parce que la Religion ne satisfaisait pas.

Un point de fait que M. Brunetière et M. de Pressensé paraissent ignorer aussi bien que M. Béranger, ou qui les embarrasse et que pour cette raison ils passent sous silence, c'est que le Catholicisme a une déologie, une cosmogonie et que la première condition que poserait l'Eglise si l'on faisait de nouveau appel à son concours, serait la réintroduction de